

AVIS FAVORABLE DU DEPARTEMENT DE L'ARIEGE SUR LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET, LORS DE
L'ENQUETE PUBLIQUE

Division
Bureau
Enregistrement
F^o N^o
OBJET
DE L'AVIS.

Préfecture
(N^o 37)
du Département de l'Ariège.

Foix, le 13 juillet 1868.

Nous, PRÉFET du département de l'Ariège, Officier de la
Légion d'Honneur,

Vu les pétitions des 5 juin 1863 et 10 mai 1865 de M. le
Maire d'Escoubert (Aude), et la délibération du conseil municipal
du 1^{er} Mars 1868, tendant à demander que le canal d'irrigation
dérivé de l'Aude, situé en partie dans la forêt domaniale de
Carcassès, dans l'Ariège, soit déclaré d'utilité publique tout
en conservant à cette entreprise son caractère communal;

Vu les diverses pièces du dossier annexées dans le
bordereau qui est ci-joint;

Vu la lettre du 10 Mars 1868 par laquelle M. le
Préfet de l'Aude nous demande notre avis au sujet du projet de
déclaration d'utilité publique du canal dont il s'agit;

Vu les rapports et avis de M. M. les agents forestiers
de l'Ariège à la suite de la communication qui leur a été
faite des pièces du dossier;

Vu également à la suite de la même communication, les
rapports et avis intervenus de M. le Directeur des Domaines du
département et de M. M. les Ingénieurs des Ponts et Chaussées.
(pièces N^{os} 33, 35 et 36 du bordereau).

Considérant qu'il résulte des diverses pièces du dossier
que l'ouverture du canal projeté à travers la forêt domaniale
de Carcassès, ne saurait être préjudiciable au sol forestier,
qu'au contraire, et sous tous les rapports, son établissement
ne peut être qu'avantageux; qu'il en est de même de la prise d'eau dans
la rivière, d'Aude dont la demande, après deux enquêtes, n'a donné lieu
à aucune observation.

Canal d'irrigation
d'Escoubert.

Projet de faire déclarer ce
canal d'utilité publique.

Considérant que ce canal paraît être d'une très grande
utilité pour la commune d'Escoubert et que rien ne s'oppose à ce
que la concession soit accordée.

Sommes d'avis,

Que la demande formée par la commune d'Escoubert
soit favorablement accueillie et qu'à cet effet le canal
d'irrigation projeté soit déclaré d'utilité publique communale,
saisissant à l'autorité supérieure le soin d'imposer à la commune
concessionnaire telles charges et autres prescriptions qui seront
jugées nécessaires.

J. Le Préfet
Le Secrétaire Général,
L. Marquet